

3 Les explications du vote

◆ PATRICK LEHINGUE

Personne – professionnels de la représentation, amateurs éclairés ou simples citoyens – n’a attendu l’avènement d’une « science électorale » pour décrypter le mystère des urnes et tenter d’anticiper *ex ante* l’issue d’un scrutin ou d’en interpréter *ex post* les éventuelles surprises. Du reste, l’expression même de « science électorale » ne désignait, au début du ^{xx}e siècle, que l’arsenal des techniques permettant de passer d’une distribution en voix à une distribution en sièges – ce que l’on nommera plus tard l’étude des modes de scrutin. Avant d’être érigé en objet d’étude scientifique, le vote a donc été l’objet d’évaluations et d’interprétations pratiques.

Ces « prénotions » (dans la définition de Durkheim, impressions premières « conçues par et pour la pratique ») ont essentiellement pour but de réduire l’incertitude attachée au passage de marchés électoraux restreints – tel le suffrage censitaire dans des collèges électoraux de quelques centaines d’électeurs [Gaxie, 1985 ; Tudesq, 1985] – à des configurations électorales élargies, mais aussi plus ouvertes et plus indécises : proclamation du suffrage universel masculin en 1848, multiplication par 33 du nombre d’électeurs et entrée en scène virtuelle de ce qu’Adolphe Thiers baptisait la « vile multitude ».

Désormais, la connaissance intime des « grands électeurs », habituellement des pairs ou des obligés dans les sociétés d’interconnaissance, ne suffit plus à assurer une (ré)élection valant souvent comme reconnaissance du rang social du candidat ou de ses appuis ministériels. Le triomphe apparent de la quantité – huit millions d’électeurs lors de la proclamation de la II^e République – sur la « qualité » – ou, comme on le disait alors, sur les « capacités » – requiert que l’on « invente » ou « bricole » d’autres instruments : il s’agit de mieux évaluer, prévoir mais aussi prévenir les éventuels débordements d’une universalisation du suffrage dont son promoteur français, Cormenin, confiait à Tocqueville en mars 1848 : « A-t-on jamais vu dans le monde rien de semblable à ce qui se voit aujourd’hui ? Où est le pays où l’on n’a jamais été jusqu’à faire voter les domestiques, les pauvres, les soldats ? Avouez que cela n’a jamais été imaginé jusqu’ici. Je serai bien curieux de voir ce que tout cela va produire » [Lacroix, 2001].

© Éditions La Découverte

D'un certain point de vue, tout ici est dit ou presque : le commentaire électoral vise d'abord à prédire ce qui va se produire et qui ne va pas de soi quand il s'agit de mobiliser et de rallier à sa cause des électeurs socialement distants, géographiquement éloignés, étranges, voire étrangers, dont on sent bien qu'ils ne sont pas spontanément intéressés par les produits politiques qu'on leur offre, et qui trouvent souvent incompréhensibles les termes de l'échange électoral. L'interprétation des votes finalement émis et la lecture du « message » – des *voix*, dans tous les sens du terme – que ces bulletins enferment tel un trésor caché constituent l'autre versant de cet art du déchiffrement, comme course à l'exégèse et pratique sans théorie. En bref, les deux questions fondamentales qui structurent dès l'origine et continuent à hanter de nos jours l'interprétation des votes sont d'une robuste simplicité : en amont du scrutin : « Qui va gagner ? » et en aval, « Pourquoi X plutôt qu'Y ? » [Lehingue, 2005].

Loin d'être gratuites, ces questions visent, dans un jeu de miroirs « réfléchissants », autant à peser sur l'issue des scrutins qu'à les refléter. Concurrément et de concert, journalistes, préfets ou porte-parole des premières entreprises partisans adaptent et mettent au point les premiers outils cognitifs : la carte électorale [Garrigou, 1990] sur laquelle on reporte d'abord le nom et la tendance politique des élus, puis progressivement celle de « leurs » électeurs ; le classement ordonné des étiquettes partisans, puis – changement d'échelle décisif – la totalisation nationale des sièges, pour terminer par l'agrégation des voix et par la construction de cette illusion inégalement bien fondée qu'est un « électorat partisan » [Offerlé, 1988 ; Phélippeau, 1993]. Les histogrammes, les camemberts et les décomptes en pourcentage, opérateurs idéals d'homogénéisation et de comparaison dans le temps et dans l'espace, viendront après.

1 André Siegfried : le précurseur en France

Autant dire qu'un André Siegfried, souvent représenté comme le fondateur de la sociologie électorale (voire en France comme le « père putatif » de la science politique), ne conçoit pas son *Tableau politique de la France de l'Ouest* (1913) à partir de rien. En quoi ce travail mérite-t-il pourtant d'être considéré comme scientifiquement pionnier ? Cinq raisons plaident ici en sa faveur, qui esquissent autant de critères possibles d'autonomisation et de durcissement scientifique des explications du vote.

1. C'est peut-être grâce à ses quatre échecs électoraux successifs que Siegfried, jeune militant républicain reconverti en savant à la suite de ses infélicités politiques, manifeste le souci de prendre ses distances avec les résultats conjoncturels de quelques consultations ponctuelles. Au-delà de la victoire de tel candidat, ce sont désormais des structures de comportement, de vote et/ou d'opinion jouant sur le plus long terme qui sont interrogées par Siegfried.

2. Sa démarche empirique même importe. Elle consiste à la fois en la collecte minutieuse de centaines de matériaux épars (13 départements étudiés de 1871 à 1910 et un monumental travail de dépouillement d'archives et d'investigation auprès des acteurs locaux) puis en un traitement raisonné de ces « données » : en comparant, à plusieurs niveaux d'agrégation, des cartes géologiques, démographiques, sociales ou religieuses construites pour les besoins de la démonstration, Siegfried – au même titre que Durkheim et ses « variations concomitantes » – préfigure nos modernes coefficients de corrélation.

3. Sa volonté de faire science dans un domaine où l'on pensait qu'elle n'avait pas cours est également marquante : « Si selon le mot de Goethe, l'enfer même a ses lois, pourquoi la politique n'aurait-elle pas les siennes ? », écrit-il d'emblée. D'où la tentative d'établir des relations – empiriquement validées donc réfutables – entre caractéristiques politiques (« tempéraments progressiste ou conservateur ») et caractéristiques sociales des différentes unités géographiques étudiées (départements, arrondissements, cantons, communes, quartiers). Loin d'être le produit de passions changeantes et contingentes, les orientations électorales traduisent, par la permanence historique et la régularité spatiale de leur distribution, l'existence d'un ordre stable, donc rationnellement intelligible.

4. Or, si cet ordre électoral est stable, c'est avant tout qu'il est socialement structuré et prédéterminé par « les combinaisons variées de plusieurs facteurs dont il s'agit de préciser le nombre et le caractère ». À l'opposition superficiellement géologique à laquelle on réduit trop souvent l'apport de Siegfried (« le calcaire vote à gauche, le granit à droite ») correspondent en fait, dans des dosages et des jeux d'homologie variables selon les contrées, d'autres oppositions autrement plus déterminantes : faible ou forte densité (donc inégale dispersion des populations et inégale intensité des relations sociales) ; régime de la propriété foncière (grande propriété, souvent nobiliaire, régie en fermage ou en métayage, ou petites exploitations agricoles) ; emprise de la religion catholique identifiée en France depuis 1791 aux partisans de la monarchie ou de l'ordre moral ; place de l'État à travers les emplois publics (ouvriers des arsenaux, instituteurs...), etc. Sans la sophistication des outils statistiques dont, au début du ^{xx}e siècle, Siegfried ne pouvait bénéficier, on est bien en présence d'un modèle résolument multifactoriel de production sociale des votes : « Dans cette matière complexe, il faut presque toujours recourir à un grand nombre de causes, dont aucune ne serait à elle seule suffisante, mais dont le faisceau apporte de multiples clartés. »

5. Sans doute ce jeu subtil sur les variables prédictives du vote – jeu appelé à un bel avenir – et les ambiguïtés de l'auteur lui-même ont-ils facilité une relecture géographique du travail de Siegfried, la question du « où ? », l'emportant sur celle du « pourquoi ? » ou du « comment ? ». Ainsi le *Tableau politique*, à mesure qu'il était consacré comme bible fondatrice

des études électorales, est-il devenu « un autre livre que celui qui avait été écrit » [Garrigou, 1995]. Loin de céder systématiquement à l'« obsession géologique », l'ouvrage réservait pourtant une place majeure aux transformations économiques, lesquelles « commandent les transformations politiques ». La *summa divisio* est moins la médiocre partition calcaire-granit que la persistance de la domination sociale directe qu'incarnent et que subissent les fermiers et métayers pauvres, en position de sujétion par rapport aux grands propriétaires fonciers, qui encadrent d'autant plus les votes qu'ils sont physiquement présents sur « leurs » terres. Dans ce cas, le vote, loin d'être l'expression de choix politiques libres et informés, n'est ni plus ni moins que la ratification élective des « autorités sociales naturelles ».

En plaçant au centre de son modèle l'inégal degré de dépendance d'agents sociaux érigés, le temps furtif d'un scrutin, en citoyens arbitres, le *Tableau* ne plaide pas seulement pour la cause républicaine, censée triompher avec le relâchement progressif des liens de sujétion. Il autorise aussi à s'interroger sur l'intensité des convictions partisans des électeurs, les conditions sociales d'émergence de celles-ci, et conduit à problématiser l'équation pourtant posée en exergue de l'ouvrage : orientations électorales = expressions d'une opinion politique ? Cette interrogation refoulée lors des lectures ultérieures du *Tableau* ouvrait pourtant la voie à une interrogation sociologique capitale, relative à l'inégale compétence politique et à la diversité des investissements engagés par les individus dans leur vote [Converse, 1964b ; Gaxie, 1990].

2 Lazarsfeld et l'école de Columbia : la naissance des grandes enquêtes

Curieusement, la même scène (œuvre pionnière par la suite dénaturée ou vidée de ses attendus les plus hétérodoxes) va se rejouer outre-Atlantique dans les années 1940-1950 avec les travaux de l'école de Columbia [Lazarsfeld, Berelson et Gaudet, 1944 ; Lazarsfeld, Berelson et Mc Phee, 1954]. On y retrouve les cinq éléments déjà pointés chez Siegfried.

1. D'abord, le souci de distanciation par rapport à la conjoncture immédiate. Si *The People's Choice* et *Voting* prennent comme terrain d'investigation deux élections présidentielles aux États-Unis, en 1940 et en 1948, le résultat final importe peu. Beaucoup plus large, la problématique est assez bien résumée par le sous-titre de l'ouvrage de 1944 : *How The Voter Makes up his Mind* (« Comment l'électeur se décide »).

2. La volonté de faire preuve empiriquement est également patente. S'il paraît aujourd'hui banal (encore que peu réitéré depuis), le dispositif d'enquête est alors novateur. Une localité est choisie (le comté d'Érie dans l'Ohio, puis la ville d'Almira dans l'État de New York), dans laquelle une habitation sur quatre est tirée au hasard, et quatre à sept questionnaires

sont administrés aux mêmes ménages sélectionnés durant tout le temps de la campagne. La constitution de ces panels permet de restituer les mécanismes de décantation des votes et d'articuler ces derniers aux caractéristiques sociales et aux groupes primaires d'appartenance des électeurs – famille, voisinage, relations de travail, coreligionnaires, etc. La volonté de fonder empiriquement les résultats s'avère cruciale quand, à rebours de l'idéal normatif du citoyen américain éclairé et attentif, l'enquête restitue le portrait d'électeurs faiblement intéressés par la politique, peu informés des enjeux de campagne, et dont l'engagement se limite souvent à un vote épisodique.

3. La prétention scientifique de ces recherches se repère également sans doute dans le couple conjectures/réfutations qui les anime. Partis de deux hypothèses simples – le marché électoral est un marché comme les autres et les médias et la campagne électorale exercent une influence décisive sur le comportement des individus –, les auteurs vont être contraints, à l'épreuve du terrain, de modifier leurs points de vue et d'invalidier ces prénotions. Les électeurs ne sont pas des consommateurs suspendant leurs décisions à un savant arbitrage qualité/prix et, contre toute attente, les campagnes électorales ne modifient qu'à la marge l'orientation des votes (moins de 8 % de conversions entre mai et novembre 1940). Par ailleurs, les messages politiques, filtrés et recodés par de nombreux « leaders d'opinion » (essentiellement des individus plus exposés aux médias influençant à leur tour les membres de leurs groupes primaires, soit un enquêteur sur cinq), exercent surtout des effets d'activation ou de renforcement de convictions préexistantes.

4. Pourtant, loin d'être le sous-produit du libre arbitre d'individus atomisés ne « connaissant d'autre déterminisme que celui de leur propre détermination » [Bourdieu *et al.*, 1968], ces « préférences électorales » sont socialement préorientées par le milieu social des électeurs, et d'autant plus que celui-ci est politiquement homogène, ce que résume abruptement la formule fameuse de 1944 : « Une personne pense politiquement comme elle est socialement. » Du même coup, la connaissance des groupes primaires d'appartenance s'avère fortement prédictive du vote, et un indice de prédisposition politique fruste se contentant d'articuler trois variables (lieu de résidence, religion, statut socioéconomique ventilé en quatre positions) suffit à établir des relations probabilistes assez robustes. En 1940, dans le comté étudié, 24 % seulement des électeurs ruraux, protestants et appartenant aux strates sociales supérieures (ces dernières sont représentées par les lettres A et B dans le tableau ci-dessous) votent démocrate quand le pourcentage grimpe à 86 % pour les catholiques urbains au statut socioéconomique le plus défavorisé (D). Mieux, il est possible, par des analyses multivariées que Lazarsfeld systématisera par la suite, de hiérarchiser le poids et l'influence spécifique de ces différents attributs sociaux

Tableau 1. Pourcentage de votes démocrates en fonction du statut économique et social et de la religion (%)

Religion	Statut socioéconomique			
	A + B	C +	C –	D
Protestant	24	34	46	57
Catholique	71	75	77	86

Source : [Lazarsfeld et al., 1944].

(ici, par exemple, l'appartenance confessionnelle l'emporterait sur ce que les auteurs n'osent appeler un « vote de classe »).

La validité globale de ce modèle sociologique encore rudimentaire en 1944 est confirmée par le cas des *cross pressures*, électeurs tiraillés entre des appartenances « contradictoires » dont l'enquête démontre que tendanciellement, ils votent moins, hésitent plus longtemps pour se déterminer et sont les plus susceptibles de changer d'avis. Cible de choix des professionnels du marketing électoral, ils s'avèrent paradoxalement les moins exposés à la campagne, quand les plus exposés, les plus intéressés par les messages politiques sont les plus convaincus, donc les moins susceptibles de changer d'avis.

5. Finalement, le vote, pratique juridiquement et formellement individuelle, ressort comme une véritable expérience de groupe que le chercheur doit se donner les moyens de réencastrer socialement pour en comprendre le *sens*, c'est-à-dire à la fois l'orientation (« il y a de très fortes chances pour que des gens qui travaillent ensemble ou vivent ensemble ou encore partagent les mêmes loisirs votent pour les mêmes candidats », affirment les auteurs en 1944) et la signification plurielle (« les gens votent ensemble lors d'une même élection, mais ils ne votent pas tous sur la même élection » précisent-ils dix ans plus tard).

3 Un héritage controversé

Prématurément embaumés comme relevant d'un « passé dépassé », ces auteurs ne sauraient non plus être idéalisés : leurs travaux (sans doute parce qu'ils sont pionniers) ne sont pas exempts de travers et doivent être restitués dans leur contexte. Imprégné par une humeur du temps propice à l'exaltation des racines et de la race, Siegfried cède par endroits à une mystique du sol qui le conduit à s'abandonner, quand son modèle ne fonctionne pas (« aveu de défaite » qu'il confesse lui-même), au « mystère des personnalités ethniques », essentialisme sociologiquement coupable.

Quant à Lazarsfeld, une certaine tendance au « positivisme instrumental » qui prend alors le dessus dans les sciences sociales américaines – soit l'obsession de ne s'en tenir qu'aux faits quantifiables – le rend

prisonnier (conscient ou inconscient) de ses propres instruments d'investigation. Dénoncée en son temps par Charles Wright Mills – « la pauvreté des résultats n'a d'égale que la complication des méthodes, et le soin qu'on y apporte » [Mills, 1959] –, cette tendance s'est depuis largement répandue et est désormais partagée par nombre d'analystes qui procèdent par exemple à un usage monomaniacal du sondage sans interroger les limites d'utilisation de cet instrument.

De la même manière – et là encore, l'école de Columbia inaugure une fâcheuse tradition –, les lois probabilistes découvertes sont trop souvent des relations purement constatatives, stade nécessaire mais insuffisant qui dispense de pousser l'interprétation plus loin. Les relations sont posées comme fonctionnelles (comme on le dirait en mathématique, $VD : f(ARC)$; traduisons : le vote démocrate est fonction de l'affiliation religieuse au catholicisme), mais elles sont plus rarement analytiques : pourquoi diable les catholiques pratiquants votent-ils massivement à gauche aux États-Unis, et tout aussi massivement à droite en France ? Répondre à ces questions supposerait un détour productif par l'histoire sociale [Bois, 1960] ou une sociogenèse des clivages partisans [Lipset et Rokkan, 1967] que la promotion du quantitatif comme mesure de toutes choses interdit. On pourrait par exemple avancer les hypothèses que le catholicisme aux États-Unis, à la différence de la France, apparaît comme une religion dominée par les différentes variantes du protestantisme, et plus encore comme la religion des dominés. Religion de ces immigrés de la faim que furent à leur arrivée les Irlandais, les Italiens ou les Polonais, elle serait de fait associée à une tradition de vote à gauche.

Malgré ces défauts, est-il possible de parler de « socle » ou de « paradigme » ? Oui et non. Par un curieux paradoxe, l'une des découvertes majeures de l'équipe de Lazarsfeld (l'appropriation sélective des messages politiques) peut être retournée à ces travaux « fondateurs » qui, reçus très sélectivement par leurs pairs, ont parfois été approfondis en allongeant le questionnaire, mais aussi – du fait de l'hétérodoxie de leur implicite sociologique – réfutés, occultés ou déniés.

4 Variables sociales objectives et subjectives

En un sens, ces premiers travaux balisent une série de pistes que les recherches ultérieures ont continué d'emprunter. De nombreux auteurs ont depuis réaffirmé le principe général de prédétermination sociale des votes, et ceci quelles que soient par ailleurs les « raisons », conscientes ou inconscientes, imputées par ces auteurs à la formation des préférences électorales. Sous ce rapport, l'ordre électoral, pour être interprété, doit être réencastré dans un ordre social dont il ne s'est que partiellement autonomisé. On a donc cherché d'autres variables sociales, « objectives » ou

« subjectives » – que la recherche doit dans les deux cas objectiver – susceptibles d'expliquer le vote des électeurs.

Les variables « objectives » distinguent par exemple les électeurs en fonction de leur secteur d'activité (public/privé) – opposition de plus en plus saillante dans un pays comme la France –, leur niveau de revenu – variable encore très prédictive aux États-Unis –, le volume et la composition de leur patrimoine, leur capital scolaire hérité ou accumulé – attribut discriminant quand il s'agit de comprendre les votes en faveur des formations d'extrême droite (faible capital scolaire) ou, à l'inverse, des Verts, en France ou en Allemagne (fort capital scolaire) –, leur trajectoire sociale individuelle ou encore la promotion ou le déclassement de leur(s) groupe(s) d'appartenance (famille, profession) – on pense au déclin numérique et à l'atomisation sociale des ouvriers, dont le premier « vote » est parfois, à supposer qu'ils soient inscrits, l'abstention.

Des variables plus « subjectives » peuvent aussi intervenir : les représentations de l'espace social que se font les électeurs ainsi que de leur propre position dans cet espace, les perceptions inégalement enchantées ou pessimistes de leur avenir, leur degré d'adhésion à des configurations idéologiques et/ou symboliques [Michelat et Simon, 1985], leur lecture, souvent orientée par les *professionnels de la politique, des principales lignes de partage de la société (se découpe-t-elle selon des oppositions de classe ou selon un critère ethnique ?). Toutes ces variables dites « subjectives » s'avèrent largement (mais pas complètement) informées par les propriétés objectives des électeurs. Les décalages – quand ils existent – sont, avec la structuration et la traduction politiques, des enjeux sociaux propres à toute campagne électorale, à l'origine des principales évolutions électorales constatées.

Dans toutes ces recherches, l'objectif des pionniers demeure : pousser toujours plus loin la « caractérisation » et l'identification sociale de ces « hommes pluriels » que sont les électeurs. Cela peut, techniquement, passer par le choix de détailler les catégories socioprofessionnelles, telles que les a codifiées l'Insee en France, en préférant le découpage en quarante-deux positions plutôt qu'en huit catégories. Il s'agit de cerner les électeurs au plus près de leurs conditions réelles d'existence et de réflexivité, en faisant jouer pleinement le raisonnement probabiliste inhérent à toute science et en tentant de réduire au maximum la part de résidu inexpliqué, soit la proportion d'individus dont le vote ne se conforme pas aux prédictions de modèles intégrant – les progrès de l'analyse des données aidant – de plus en plus de variables... Une fois identifiées, ces exceptions statistiques (par exemple le vote de femmes diplômées pour le Front national dans les années 1990-2000) peuvent permettre, grâce à des techniques d'investigation moins quantitatives – entretiens non directifs, récits de vie, etc. –, de mieux comprendre les régularités (dans le cas de ce vote réputé atypique qu'est le « vote Le Pen », cf. [Blondel et Lacroix, 1989 ;

Bruneau, 2002 ; Mayer, 2002b ; Lehingue, 2003]) et d'enrichir l'arsenal et la combinaison des variables pertinentes.

Autre intuition traversant furtivement le travail de Siegfried, recevant un début de validation dans les enquêtes de Columbia et amplement fouillée par la suite : la distance oblique qu'entretiennent nombre d'électeurs vis-à-vis des compétitions électorales et d'un *champ politique perçu comme ésotérique ou traversé de querelles byzantines, dans lesquelles chacun peine à retrouver l'expression de ses problèmes. Lazarsfeld en faisait déjà le constat : le taux d'abstention, la connaissance des enjeux, le suivi des campagnes électorales, la détermination précoce ou tardive et la fluidité des choix sont largement corrélés avec l'intérêt pour la politique, lequel varie selon la position sociale et le niveau d'études des électeurs (pour une actualisation, cf. [Nie et Verba, 1972]).

Même nommés ou mesurés différemment, la compétence politique [Gaxie, 2007], la « conscience politique » [Zaller, 1992] ou le degré de sophistication idéologique [Converse, 1964b] ressortent parmi les variables les plus discriminantes dans le rapport au vote, parmi les plus cachées aussi [Gaxie, 1980]. La probabilité pour un électeur d'être doté de telle ou telle préférence partisane (démocrate ou républicain, gauche ou droite, socialiste, communiste, frontiste, etc.), souvent considérée comme première (elle est la seule étudiée ou valorisée dans le commentaire électoral), est en fait une probabilité seconde, dérivée, conditionnée par une autre, essentielle : celle de ne pas ignorer un jeu politique qui souvent vous ignore, donc celle d'émettre un jugement politiquement orienté et informé. La proportion des « idéologues » ou « quasi-idéologues » s'avère ainsi, dans les années 1960, à peine supérieure à 10 % du corps électoral. Par cette estimation – controversée – Converse [1964b] entend les électeurs qui, en réponse à des questions ouvertes, seraient capables de porter des jugements politiques généraux, sinon abstraits, et s'avèreraient les plus cohérents et les plus constants dans leurs attitudes et dans leurs votes. Plus attentives à la distribution sociale des inégalités de compétence qu'au calcul d'un niveau global moyen de sophistication, les (rares) enquêtes menées en France corroborent cette faible maîtrise des schèmes politiques qu'utilisent pourtant quotidiennement les professionnels de la représentation, notamment lors des campagnes électorales. Il en va ainsi du débat canonique libéralisme/socialisme que, dans les années 1980, à peine 25 % des enquêtés maîtrisent dans les termes du débat politique ordinaire [Gaxie, 1990]. Voici une illustration statistique de la compétence politique en fonction du niveau d'études et du genre : voir tableau page suivante.

Comment faire tenir ensemble ces deux piliers de l'ordre électoral que sont la relative stabilité des votes et les orientations partisans d'une part, et la faible et inégale connaissance citoyenne des acteurs, des enjeux et des *institutions politiques d'autre part ? Les chercheurs de l'université du Michigan [Campbell *et al.*, 1960 ; Lewis Beck *et al.*, 2008 pour une actualisation],

Tableau 2. Faut-il introduire plus de libéralisme dans la société française ? (Question laissée totalement ouverte) (%)

	Réponse avec acception politique	Réponse avec autre acception que politique : liberté, retraduction éthique, confusion avec d'autres termes	Sans réponse	Total
Niveau de diplôme				
Supérieur à bac + 2	51	41	8	100
Bac ou bac + 2	43	41	16	100
CAP, BEPC	21	58	21	100
Sans diplôme	6	52	35	100
Genre				
Hommes	30	49	21	100
Femmes	20	43	37	100
Intérêt pour la politique				
Beaucoup	50	41	9	100
Un peu	34	47	19	100
Très peu	19	53	28	100
Pas du tout	6	44	50	100

Source : [Gaxie, 1990].

sur la base de longs questionnaires de sondages recueillis depuis la fin des années 1940, fournissent un élément de réponse en érigeant en élément central de leur « entonnoir de causalités » du vote (*funnel model*) la notion d'identification partisane. Chaque individu hériterait, notamment de sa cellule familiale, un attachement « psychologique » de longue durée à l'un des deux grands partis en course aux États-Unis. Cette identification partisane, plus ou moins intense, mais partagée par près des trois quarts des enquêtés, serait fortement prédictive des attitudes politiques et du vote final.

Quoi de bouleversant au fait que ceux qui affichent une forte identification à un parti votent très majoritairement pour les candidats présentés par ce parti ? Apparemment tautologique, cette construction, devenue le paradigme dominant des études électorales pendant deux décennies, présente pourtant le mérite de résoudre partiellement notre paradoxe. L'identification partisane – notion issue de la *brand loyalty* (fidélité à la marque) utilisée par les managers des industries automobiles – permet de comprendre que des électeurs globalement indifférents émettent des votes stables, c'est-à-dire non erratiques. Leur vote cesse d'être aveugle ou incompréhensible s'il est guidé par cet « acte de foi » hérité qu'est l'attachement « affectif » à l'une des deux grandes organisations partisans ; ici la connaissance de l'étiquette chez les *pure party voters* suffit à orienter le vote, même pour les moins avertis. À la question : « Qu'aimez-vous chez les démocrates ? », une électrice démocrate ordinaire peut ainsi se contenter de répondre : « *I'm a democrat, that's all I know.* » (« Je suis démocrate, c'est tout ce que je sais. ») « Et que pensez-vous de Stevenson ? »

(candidat démocrate aux présidentielles de 1956) : « *Stevenson is a good democrat.* » (« Stevenson est un bon démocrate ».)

Dans ces conditions, les deux enseignements de l'école de Columbia vont être inégalement reçus, car inégalement audibles et acceptables. Le premier était politiquement satisfaisant pour les tenants d'une démocratie équilibrée puisqu'il pointait les **effets limités des mass media**, paradigme désormais dominant en sociologie de la réception. Les *mass media* n'exercent nullement d'effets « massifs » sur les récepteurs. Avec ses effets de *priming* (amorçage pour attirer l'attention sur un enjeu), de *framing* (cadre inégalement politique d'un sujet d'actualité) et plus généralement d'*agenda setting* (mise sur agenda), une campagne électorale peut ainsi se définir comme une lutte pour la hiérarchisation d'enjeux et l'imposition de problématiques pour lesquels un candidat disposerait d'un avantage comparatif. Dans le cas français, par exemple, la focalisation médiatique du printemps 2002 sur les thématiques de l'insécurité tendait *de facto* à avantager le candidat qui en a fait son créneau distinctif, Jean-Marie Le Pen.

Le second enseignement était politiquement plus subversif puisqu'il insistait sur la **préorientation sociale de choix faiblement informés** du fait de l'attention oblique que porte la majorité des citoyens aux arènes électorales. C'est essentiellement contre cette atteinte – souvent jugée sacrilège – aux idéaux normatifs de la « théorie démocratique » du vote que de nombreuses interprétations s'inscriront en faux, au point qu'il n'est pas excessif de relire toute l'histoire de la sociologie électorale américaine (et moins ouvertement européenne) comme un démarquage de plus en plus affirmé vis-à-vis de modèles comme celui de Columbia, jugés trop sociologiques et/ou hétérodoxes. Plusieurs étapes décisives illustrent schématiquement cette progressive réfutation de l'enseignement originel.

Dans un premier temps, les psychosociologues de l'université du Michigan ont, à partir des années 1950, procédé discrètement à deux petites ruptures. Méthodologiquement d'abord, en érigeant le sondage d'opinion national – qui arrache les électeurs à leur groupe primaire d'appartenance – en outil privilégié d'analyse. Sociologiquement ensuite : l'identification partisane supplantait désormais comme variable explicative centrale l'appartenance à tel ou tel groupe primaire (voisins, famille, amis) ou secondaire (coreligionnaires, classe sociale).

Un déplacement décisif des problématiques s'est ensuite opéré avec l'ouvrage inachevé de Valdimer Key, *The Responsible Electorate* [1966]. La thèse centrale (« les électeurs ne sont pas stupides ») résume assez bien le passage à un type d'arguments « moralisants » (car, en fait, aucun sociologue n'a jamais avancé ni étayé la proposition contraire). Il s'agit de restaurer l'image de citoyens « sensibles » aux enjeux de la campagne et, ce faisant, de délivrer l'électeur de la « camisole de force » des déterminants sociaux qui étaient censés l'enserrer, voire l'aliéner. On renoue ainsi avec une controverse que l'on pensait dépassée sur la liberté individuelle.

La réhabilitation idéologique d'un électeur enfin « responsable » conduit, dix ans plus tard, à une révision du modèle de Michigan. Les interprétations doivent changer car l'électeur (mais ce singulier est déjà tout un problème) aurait lui-même changé. *The Changing American Voter* [Nie, Verba *et al.*, 1976] dépeint un citoyen politiquement plus compétent, moins déterminé par des fidélités durables (recul de l'identification partisane), plus réceptif aux programmes et aux enjeux de campagne (montée en puissance des *pure issue voters*, électeurs arbitrant au coup par coup en fonction des enjeux), moins stable et plus volatil aussi dans ses orientations électorales (progression du *floating vote*, le « vote flottant »). Pour l'essentiel, cette plus grande fluidité d'un corps électoral essentiellement composé d'atomes enfin « libres » trouverait son explication dans le déclin du pouvoir prédictif (ou « déterministe ») des variables sociales (religion ou classe). Significativement (dis)qualifiées comme « lourdes », ces variables n'expliqueraient plus grand-chose, ce qu'atteste l'évolution d'indices rudimentaires comme l'indice d'Alford, une partition grossière de l'espace social en travailleurs manuels censés voter à gauche et non manuels censés voter à droite conduisant à mesurer, sur cette base pour le moins fragile, le déclin d'un « vote de classe » qui n'est par ailleurs jamais réellement défini.

La topique, partout diffusée, d'une individualisation des rapports sociaux, la diffusion des thèses néolibérales, le complexe qu'entretiennent les politistes vis-à-vis de la science économique perçue, en raison de sa forte mathématisation, comme la science royale, expliquent l'emprise progressive des théories du *choix rationnel sur les études électorales. L'ouvrage séminal d'Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy* [1957], peu commenté à sa publication, devient le texte de référence à partir des années 1980, le premier cité dans le *New Handbook of Political Science* (Oxford, 1996, p. 8), état international des travaux dans la discipline. Le point de départ de l'*Economic Theory* vaut d'être rappelé : « Les études empiriques sont pratiquement unanimes à conclure que, aux yeux de presque tous les individus, l'adaptation au groupe primaire est beaucoup plus importante que des considérations plus lointaines de bien-être économique ou politique [...]. Néanmoins, il nous faut postuler [souligné par nous] que, dans le monde qui est le nôtre, les hommes orientent leur comportement principalement en fonction de ces dernières, sans quoi toute analyse de l'économie ou de la politique finit par n'être plus qu'un simple appendice de la sociologie des groupes primaires. » Sur cette base, Downs délivre deux analyses originales, amplement développées depuis.

En premier lieu, l'universalisation du calcul coûts/avantages à cette espèce à peine singulière d'*Homo oeconomicus* qu'est l'électeur conduit à poser une question par ailleurs pertinente : pourquoi les électeurs votent-ils ? Mais, dans les limites étroites de la rationalité instrumentale du modèle, la réponse à cette question est qu'en toute logique, l'électeur

rationnel devrait s'abstenir, les coûts de sa participation (informations à recueillir, perte de temps liée au déplacement dans les bureaux de vote, etc.) l'emportant largement sur l'utilité (bénéfices personnels attendus de la victoire de M. X), laquelle est lourdement pondérée par la probabilité, *a priori* infinitésimale, pour qu'un vote singulier décide de l'issue du scrutin. Or, même si l'on assiste depuis le milieu des années 1980 à une baisse tendancielle des taux de participation (que, du reste, le modèle n'explique pas), une majorité relative de citoyens persiste à voter. D'où l'existence d'un « paradoxe du vote », que plusieurs dizaines de recherches inspirées du même auteur ne parviendront pas réellement à résoudre [Lehingue, 2011].

Belle simplicité de ce modèle économique qui économise surtout beaucoup de complexité ! À supposer que l'électeur condescende à voter (donc que soit résolu ce paradoxe), son arbitrage (X plutôt que Y) résulte, là encore, d'un calcul différentiel comparant l'utilité anticipée de la réélection du sortant pour l'électeur (par exemple, la poursuite de la baisse des impôts) aux bénéfices escomptés d'un changement d'équipe (par exemple, la création d'emplois publics dont pourront bénéficier ses enfants). Sur cette base, fleurissent dès le début des années 1970 des dizaines d'études économétriques, fort peu convergentes puisque se déployant sur trois fronts.

D'abord, identifier quels ingrédients l'électeur introduit prioritairement dans son calcul d'utilité : diminution du chômage ? Stabilité des prix ? Progression du pouvoir d'achat ? Autres ? Ensuite, décider du caractère prospectif ou rétrospectif des votes [Fiorina, 1981] : quand l'électeur procède à ses calculs d'utilité, le fait-il en considération du passé et du bilan des sortants ou du futur et des promesses de campagne ? Enfin, les mêmes évaluations de notre électeur utilitariste se fondent-elles sur sa situation personnelle (*egotropic vote*) ou sur la situation générale du pays (*sociotropic vote*) ? Autant d'alternatives engageant des méthodes de calcul différentes et des définitions inégalement exigeantes [Blondiaux, 1996] d'une rationalité généreusement prêtée à l'« électeur ». Ici, la déception vient probablement du fait que, malgré ses prétentions affichées de science impériale, la nébuleuse théorique du choix rationnel peine à découvrir des résultats réellement novateurs. Il faut sans doute revenir sur ses prémisses théoriques – soit l'universalisation de schèmes de conduite valant indifféremment pour tous, partout et en tous temps – pour mieux comprendre pourquoi, à l'arrivée, « nous en savons toujours aussi peu » [Green et Shapiro, 1995].

Les questions sur la rationalité de l'électeur ne pouvant se conclure dans les termes spéculatifs par lesquels on les aborde ordinairement, une solution de compromis, synthétisant les apports de plusieurs écoles différentes, semble avoir été trouvée avec l'invention du *Reasoning Voter* [Popkin, 1991]. Tous les travaux empiriques menés depuis 1944 confirment ce fait saugrenu (un vrai paradoxe celui-là) : malgré l'élévation générale du

niveau d'éducation due à la prolongation des cursus scolaires, le niveau global de connaissances politiques des citoyens ne semble pas, quelque indicateur que l'on prenne, progresser.

Prenant acte de ce fait contrariant, des auteurs comme Popkin l'articulent astucieusement avec la notion d'électeur « raisonnable » qui se conduirait sur les marchés électoraux en investisseur avisé. Comme le suggérait Downs, il est finalement rationnel pour le citoyen de base de ne pas s'encombrer d'informations lors des campagnes électorales, « le jeu n'en valant pas la chandelle ». En effet, cette « stratégie » d'avarice cognitive n'empêche pas les électeurs d'être capables de procéder à des choix rationnels en usant de *short cuts* (raccourcis cognitifs), de *cues* (micro-signaux informatifs) et autres *heuristics* (guidage par stéréotypes). Tous ces instruments sont à la fois pauvres en information (on se base par exemple sur la présentation de soi d'un candidat et sur ce qu'elle peut trahir) mais suffisants pour (ré)écrire, sur la base d'expériences personnelles, un récit de campagne cohérent (Y est-il sincère ? X est-il fiable ?) permettant de trancher à moindres coûts (*low information rationality*).

A priori séduisante car n'exigeant pas des électeurs qu'ils aient dévoré des manuels de droit constitutionnel (reproche souvent adressé aux théoriciens de la compétence politique), cette théorie concordataire laisse pourtant subsister quelques fâcheuses zones d'ombre. Comme Popkin le reconnaît lui-même, les électeurs lestés d'un si faible bagage cognitif se retrouvent souvent dans la situation de *drunkard's search* (l'ivrogne qui cherche ses clefs uniquement autour du seul réverbère d'une ruelle mal éclairée, au motif que c'est le seul endroit où il y voit assez pour pouvoir trouver quelque chose).

De manière moins péjorative, les travaux de Delli Carpini et Keeter [1996] démontrent que ce que savent les citoyens sur la politique de leur pays n'est pas sans influence sur le caractère inégalement éclairé de leur vote. À position sociale globalement comparable, les électeurs disposant de faibles informations politiques sont davantage les sujets et les victimes de malentendus ou de contresens que ceux disposant d'une meilleure connaissance des enjeux, des acteurs et du système. Ce défaut de compétence conduit plus souvent les premiers à émettre des votes qui vont souvent à l'encontre de leurs intérêts « bien compris » (par exemple, soutien aux candidats soutenant une extension de régimes d'assurance-maladie privés qu'ils ne peuvent personnellement souscrire, ou prônant une baisse des impôts dont ils ne bénéficieront pas).

Bien que le corpus des études électorales semble totalement saturé (encore n'en a-t-on présenté ici qu'un très mince aperçu), les chantiers de recherche demeurent nombreux, et pour certains à peine ouverts. De très nombreuses tendances et évolutions, posées comme évidentes, voire bienvenues, souffrent toujours de ne pas être empiriquement totalement

vérifiées. On pense au déclin des « variables lourdes », déclin d'autant plus évident qu'on ne prend pas la peine de les affiner. Il en va de même concernant la supposée volatilité croissante des électeurs. En fait, les mouvements de ces derniers s'opèrent largement, comme dans le cas français, à l'intérieur des grandes familles – gauche ou droite – et concernent surtout les flux vote/abstention. Enfin, les hypothèses concernant la croissance du vote sur enjeux, l'individualisation des choix électoraux, leur caractère plus rationnel et informé, etc. mériteraient d'être examinées plus attentivement.

Pour partie, le caractère lacunaire de nos connaissances provient du choix des instruments utilisés pour faire preuve, et notamment du quasi-monopole dont jouit le sondage d'opinion. Par malheur, cette technique royale d'investigation semble, au-delà même du caractère socialement irréaliste de certains des questionnaires, de plus en plus parasitée par la multiplication des refus de répondre et le caractère socialement de moins en moins représentatif des échantillons du même nom. D'où sans doute le retour aux analyses écologiques, au croisement statistique de données électorales brutes avec les données sociodémographiques disponibles et la renaissance d'analyses contextuelles permettant de mieux appréhender l'état et parfois le délitement des lieux de sociabilité et de *socialisation politiques concrets des électeurs [Braconnier et Dormagen, 2007 ; Braconnier, 2010].

Nos lacunes proviennent également de la tentation, certes compréhensible, de trouver des lois générales, pire, universelles, alors même qu'il ne saurait y avoir de sociologie que de la différence : différence de conditions, différence dans les rapports au vote, différence quant à ce qu'on est en droit d'attendre ou d'espérer d'une élection. Il existe certes des électeurs stratèges, mais leur nombre et leur « qualité sociale » demeurent inconnus. En tout état de cause, ils ne sauraient englober et résumer l'ensemble d'un corps électoral qu'on gagne toujours à décliner au pluriel.

Il faudrait, pour terminer, interroger de façon autoréflexive nos propres pratiques d'exégète du vote, de ventriloque – parfois inconscient – de voix anonymes et muettes. On découvrirait alors tout ce que les interprétations du vote doivent à une posture involontairement scholastique qui, en prêtant à l'électeur le rapport savant au vote qu'a l'analyste, oublie que pour la majorité de nos concitoyens le vote est une pratique assez banale, ordinaire, et finalement peu décisive. Pratique dont on sait pouvoir s'acquitter sans avoir à s'en justifier, pratique qui, comme on le dit souvent, va sans dire, et pas toujours mieux en le disant.